



John Diefenbaker

en tant qu'archiviste travaillant en collaboration avec Léo LaClare, il a déposé les bobines et les transcriptions aux Archives publiques du Canada, à Ottawa, avec instruction de les rendre publiques après le 31 décembre 1980. Toute la communauté universitaire lui sera reconnaissante de ce geste.

Dans leurs «confidences», Gordon Churchill, Donald Fleming, Davie Fulton, Grattan O'Leary, Waldo Monteith et de nombreux autres qui étaient au cœur de la vie politique canadienne durant le leadership de Diefenbaker brossent un tableau coloré des épreuves et des tribulations de cette période. Mais le récit du déclin, thème central de cet ouvrage, est triste à lire. En effet, le gouvernement porté au pouvoir avec la plus forte majorité jamais enregistrée dans l'histoire du Parlement canadien est devenu minoritaire à la suite de l'élection de 1962. Les mois qui ont suivi ont provoqué d'énormes frustrations chez les ministres qui ont participé aux fréquentes et interminables réunions du Cabinet où le premier ministre, absolument incapable de prendre des décisions, brandissait périodiquement des menaces de démission.

La controverse nucléaire aura consacré la défaite du gouvernement Diefenbaker. En effet, en qualité de membre de NORAD et de l'OTAN, le Canada devait se procurer des missiles *Bomarc* et des intercepteurs *Voodoo CF-101* et ses Forces armées utiliser des *Starfighters CF-104*. Or, pour être efficaces, ces armes devaient

être équipées de têtes explosives. Les membres du Cabinet Diefenbaker étaient divisés sur la question des armes nucléaires pour le Canada.

Stursberg a juxtaposé de façon intéressante ses interviews pour faire ressortir les arguments contradictoires de Douglas Harkness, ministre de la Défense de l'époque, et de Howard Green, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les extraits des conversations sont disposés de telle sorte qu'on dirait que les deux protagonistes débattent la question face à face.

Les déclarations de Harkness ne laissent aucun doute sur le fait qu'il considérait la question réglée. Par conséquent, il pressait le Canada de respecter ses engagements. Pour sa part, Howard Green soulignait les intérêts divergents des ministères de la Défense et des Affaires extérieures. En outre, s'étant fermement opposé aux essais nucléaires aux Nations Unies, à titre de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il estimait que le Canada serait dans une position très difficile s'il se dotait d'armes nucléaires.

La prétendue «conspiration», sur laquelle Stursberg met l'accent, découle des dissensions qui régnaient alors entre les ministres du Cabinet Diefenbaker. Cependant, MM. R. A. Bell et Pierre Sévigny, respectivement ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et ministre adjoint à la Défense nationale en 1962, nient catégoriquement l'existence d'un complot. Ils font toutefois mention des menaces de démission répétées du premier ministre, lesquelles auraient fort bien pu fournir à ses collaborateurs l'occasion de discuter d'un successeur éventuel. Léon Balcer parle d'un groupe «très antagoniste», composé de dix ou douze ministres du Cabinet, qui se réunissait environ deux fois par semaine. Mais il semble que l'interprétation de Stursberg, qui attribue la défaite du gouvernement à un «complot», ne soit pas partagée par les acteurs du drame. Cet ouvrage, comme le premier d'ailleurs, collige uniquement des extraits des interviews et comme ceux-ci ne sont pas concluants, nous n'avons aucun moyen de savoir, à l'heure actuelle, si les propos incendiaires que tient Stursberg sont fondés ou non. Cependant, voici ce qu'il ajoute dans une de ses notes explicatives:

La première étape a consisté en des réunions *clandestines* et des discussions dans les bureaux du Parlement durant l'automne et l'hiver; la seconde étape, *l'organisation et la planification du complot*, n'a duré que quelques jours et a culminé au cours de la fin de semaine du 2 et 3 février. Le 5 février, le gouverne-